

L'an deux mil onze, le trois octobre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents :

M. Philippe MÉREAU, M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT, M. Joël ANTIER, M. Pascal BEAUSSIER, M. Jean-Claude DUPAS, Mme Michelle GRATADE, Mme Monique GUÉRY, M. Jérôme TARNIER.

Absents excusés : Mme Michelle Cournarie (pouvoir à Sophie MÉTADIER), Mme Raymonde VEQUAUD (pouvoir à Georgette BARRAULT), Mme Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Monique GUÉRY), Mme Michèle VILLATTE (pouvoir à Philippe MÉREAU).

Absents : M. Fabrice DAVOIGNEAU, M. Frédéric DUPUIS, Mme Dominique MACÉ, Mme Estelle PATOZ, M. Olivier PIQUEUX.

Georgette BARRAULT est élue secrétaire.

Le compte-rendu du Conseil Municipal du 5 septembre 2011 est approuvé à l'unanimité.

DCM 2011-080. CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LES TRAVAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC ET DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU SIEIL.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'il a été effectué un audit sur l'éclairage public par le Syndicat Intercommunal d'Énergie d'Indre-et-Loire (SIEIL). Suite à cet audit une première tranche de travaux de mise aux normes est à réaliser.

Quatre entreprises ont été consultées :

Une entreprise a répondu :

La commission bâtiment et voirie réunie le 3 octobre 2011 propose le choix de l'entreprise Citéos.

Ces travaux peuvent être financés par le SIEIL comme suit :

Montant des travaux de la 1^{ère} tranche : 20 000.00

ARTICLE	DESIGNATION	ENTREPRISE	DEPENSES H.T.	DEPENSES T.T.C.	RECETTES
21534	éclairage public	,,,,,,	19 000,00 €	22 724,00 €	
		TOTAL	19 000,00 €	22 724,00 €	
74,,,	Subvention	SIEIL 70 % s/5000 €			3 500,00 €
		SIEIL 30 % s restant			4 200,00 €
		total subv SIEIL			7 700,00 €
		Commune (soit 66%)			15 024,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de retenir l'entreprise Citéos pour la réalisation des travaux de mise aux normes de l'éclairage public, correspondants à un montant de 22 724.00 € TTC,

- Décide de déposer une demande de subvention auprès du Syndicat Intercommunal d'Énergie d'Indre-et-Loire, pour un montant de 7 700 € selon le plan de financement ci-dessus.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-081. CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LES TRAVAUX DE VOIRIE COMMUNALE 2011

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'il avait décidé des travaux de voirie à exécuter sur 2011. Il a été procédé à une consultation. La commission bâtiment et voirie réunie le 3 octobre 2011 a examiné les offres reçues de 2 entreprises : EIFFAGE et VERNAT TP. Une autre entreprise n'a pas souhaité donner suite.

La commission bâtiment et voirie réunie le 3 octobre propose le choix de l'entreprise VERNAT TP (moins disante) pour un montant de 60 531,35 € TTC.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter la proposition de la commission.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de retenir l'entreprise VERNAT TP pour la réalisation des travaux de voirie 2011 pour un montant de 60 531,35 € TTC,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-082. CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LA VITRIFICATION DES PARQUETS DE LA SALLE DE DANSE

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'il avait décidé de faire vitrifier les parquets de la salle de danse sur 2011. Il a été procédé à une consultation.

2 entreprises ont été sollicitées et nous ont fait parvenir les devis :

- : Entreprise GOUBARD
- : Entreprise CHABOISSON

La commission bâtiment et voirie réunie le 3 octobre 2011 a examiné les offres et propose le choix de l'entreprise GOUBARD pour la qualité de son offre ; pour un montant total de 5 400.00 € TTC,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de retenir l'entreprise GOUBARD pour un montant de 5 400.00 € TTC,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-083. CHOIX DE MAÎTRE D'ŒUVRE POUR LA RESTAURATION DU 14 RUE DE GUIGNE

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il avait été décidé de restaurer le logement du 14 rue de guigné et d'en créer un autre dans les combles.

Afin d'accompagner la commune dans ce projet, il est nécessaire de choisir un maître d'œuvre. Trois architectes ont été consultés. Un seul a répondu.

La commission bâtiment et voirie réunie le 3 octobre 2011 propose de choisir Monsieur Dominique MAES, architecte DPLG.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter la proposition de la commission.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de choisir M. Dominique MAES pour la restauration du 14 rue de guigné,
- Autorise Mme le Maire à signer le contrat afférent et tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

**DCM 2011-084. AVENANTS POUR LES TRAVAUX DE LA BIBLIOTHEQUE ET DU LOGEMENT
14 RUE DE GUIGNÉ**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que dans le cadre des travaux de la bibliothèque municipale (tranche ferme -TC) et du logement rue de guigné (tranche conditionnelle -TC), et au vu des réunions de chantier et des besoins rencontrés au cours de l'exécution du chantier, il convient de prendre des avenants en plus et moins values sur différents lots.

Mme le Maire expose les devis des entreprises,

<u>SARL BRIAULT</u>	H.T	TVA 19,6%	T.T.C
Montant Marché Initial TF	41 911,48 €	8 214,65 €	50 126,13 €
Montant Marché Initial TC	10 195,60 €	1 998,34€	12 193,94 €
Avenant n°1	TF: - 2 833.31 € TC: 224.00 €	- 521 ,22 €	- 3 180,53 €
Avenant n°2	TF: 492.48 € TC: 1 802.70€	449.86 €	2 745.04 €
Nouveau Montant total	51 742.95 €	10 141.62 €	61 884.57 €
<u>CHABOISSON MENUISERIE</u>			
Montant Marché Initial TF	29 176.60 €	5 718.61 €	34 895.21 €
Montant Marché Initial TC	13 067.12 €	2 561.16 €	15 628.28 €
Avenant n°1	TF: -107.39 € TC: 5 900.00 €	1 135.35 €	6 927.96 €
Nouveau Montant total	48 036.33 €	9 415.12 €	57 451.45 €
<u>GADIN PATRICK</u>			
Montant Marché Initial TF	8 880.33 €	1 740.54 €	10 620.87 €
Montant Marché Initial TC	6 038.81 €	1 183.61 €	7 222.42 €
Avenant n°1	TF: 1 402.80 €	274.95 €	1 677.75 €
Nouveau Montant total	16 321.94 €	3 199.10 €	19 521.04 €
<u>TPE2</u>			

Montant Marché Initial TF	21 402.36 €	4 194.86 €	25 597.22 €
Montant Marché Initial TC	6 365.65 €	1 247.67 €	7 613.32 €
Avenant n°2	TF : 602.98 €	118.18 €	721.16 €
Nouveau Montant total	28 370.99 €	5 560.81 €	33 931.70 €

Mme le Maire propose d'accepter les avenants selon le tableau ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide d'accepter les avenants au marché pour les travaux de la bibliothèque municipale (TF) et du logement 14 rue de Guigné (TC) comme exposés ci-dessus.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2011-085. VIREMENT DE CREDIT

Mme le Maire demande le rajout à l'ordre du jour de cette délibération, le Conseil Municipal dans son entier accepte le rajout de cette délibération

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que les dépenses du programme 139 - Logement de la poste - ont été plus importantes que prévu, aussi afin de régler diverses factures en attente il est nécessaire de procéder aux virements de crédit suivants :

PROGRAMME	LIBELLÉ ARTICLE	DÉPENSES INVESTISSEMENT
174 - Bibliothèque	2313	- 5 000.00
139 – Logement bibliothèque	2313	+ 5 000.00

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de réaliser les virements de crédit suivants :

PROGRAMME	LIBELLÉ ARTICLE	DÉPENSES INVESTISSEMENT
174 - Bibliothèque	2313	- 5 000.00
139 – Logement bibliothèque	2313	+ 5 000.00

- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2011-086. BIBLIOTHEQUE : CHARTE DOCUMENTAIRE - REGLEMENT INTERIEUR POUR LA BIBLIOTHEQUE – RÈGLEMENT INTÉRIEUR POUR L'ESPACE PUBLIC NUMÉRIQUE

Mme le Maire rappelle que la bibliothèque ouvrira en novembre et que l'Espace Public Numérique (EPN) ouvrira en octobre. Il convient d'établir une charte documentaire, un règlement intérieur pour la bibliothèque et un règlement intérieur pour l'Espace Public Numérique. Mme le Maire donne lecture des différents projets et en explique le contenu.

Mme le Maire propose de délibérer sur ces projets.

Mme Gratade fait observer que, même si le règlement de la bibliothèque interdit les animaux, les chiens guides d'aveugle sont dans tous les cas autorisés.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de valider les projets de :
 - Charte documentaire de la Bibliothèque Municipale,
 - Règlement intérieur de la Bibliothèque Municipale,
 - Règlement intérieur pour l'Espace Public Numérique,
- Autorise Mme le Maire à signer les dits documents et tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2011-087. CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES POUR L'ESPACE PUBLIC NUMÉRIQUE ET POUR LA BIBLIOTHEQUE ET RÉGIES MUNICIPALES

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il avait décidé des tarifs de la Bibliothèque et de l'Espace Public Numérique (EPN) ainsi que l'autorisation de création d'une régie le 11/07/2011.

Mme le Maire propose de créer une régie de recettes pour encaisser les produits de la bibliothèque et de l'EPN, de nommer un régisseur et des mandataires, de verser une indemnité de responsabilité d'un montant de 110,00 € par an au régisseur. D'autre part Mme le Maire propose que le Conseil Municipal lui donne l'autorisation de créer et de modifier les régies municipales.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de créer une régie de recettes pour les produits de la Bibliothèque et de l'EPN et autorise Mme le Maire à prendre un arrêté de constitution,
- Décide d'autoriser Mme le Maire à nommer un régisseur et des mandataires,
- Décide de verser une indemnité de responsabilité au régisseur,
- Décide d'autoriser Mme le Maire à créer ou modifier les régies municipales,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-088. APPROBATION DES NOUVEAUX STATUTS DU SYNDICAT D'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DE L'INDRE (SAVI) ET MODIFICATION DES STATUTS DE LA C.C.L.D.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que suite à la délibération par la Communauté de Communes Loches Développement en date du 24 février 2011 approuvant les nouveaux statuts et périmètre du Syndicat d'Aménagement de la Vallée de l'Indre (SAVI), il convient de délibérer sur l'adhésion des communes de Cormery, Tauxigny, Saint-Bauld et Dolus-le-Sec.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.5711-1, L.5211-18 et L.5214-27

Vu l'arrêté préfectoral du 12 septembre 1985 portant création du syndicat intercommunal de la vallée de l'Indre, modifié par les arrêtés préfectoraux du 16 février 2001 et du 8 novembre 2004.

Considérant que cette proposition de modification des statuts concerne les articles suivant:

- Article 1 – constitution du syndicat
- Article 7 (qui de vient 6) – contribution des membres
- Article 9 (qui de vient 8) – comité syndical

Considérant que la modification des statuts du SAVI a notamment pour objectif de permettre à la Communauté de Communes de Loches Développement de représenter les communes de Tauxigny, Saint-Bauld, Cormery et Dolus-le-Sec et que pour ce faire:

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Approuve la modification des statuts du SAVI en date du 22 décembre 2010,
- Approuve la modification des statuts de Loches Développement,
- Décide d'approuver la décision de Loches Développement d'adhérer pour le périmètre de Cormery, Tauxigny, Saint-Bauld et Dolus le Sec et de modifier dans sa compétence environnement l'alinéa "adhésion au Savi pour le territoire des communes de Cormery, Tauxigny, Saint-Bauld et Dolus-le-Sec, pour la participation aux travaux généraux d'entretien, d'aménagement du lit majeur de l'Indre et de ses affluents et la gestion des ouvrages publics concernant l'Indre et ses affluents,
- Autorise Madame le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2011-089. CONVENTION AVEC LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES (DDT) POUR L'INSTRUCTION DES DOCUMENTS D'URBANISME.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que suite à la réforme de l'urbanisme en date du 1er octobre 2007 qui a pour but la simplification des procédures d'urbanisme, un certain nombre de déclarations préalables simples et certificats d'urbanisme peuvent être instruits directement par les communes et non plus par les services de l'Etat (Direction Départemental des Territoires – DDT). Les principaux dossiers tels que les permis de construire et déclarations préalables complexes resteront en instruction auprès de la DDT.

Pour ce faire les services de l'Etat ont fait parvenir à la mairie une convention de mise à disposition des services de l'État pour l'instruction des demandes de permis et de déclarations préalables relatives à l'occupation du sol.

Cette convention a pour but de définir clairement les autorisations et actes dont la DDT assurera l'instruction et les autorisations et actes instruits par la commune. Ainsi les certificats d'urbanisme de simple information (CUa) et les déclarations préalables simples comme le changement de portes et fenêtres, travaux de ravalement de façades, de toitures (sans création de surface supplémentaire), clôtures, abris de jardin seront directement instruits en mairie. Un échange pour avis des services des monuments historiques pour les bâtiments se trouvant dans les périmètres concernés auraient lieu afin d'instruire au mieux les dossiers.

Cette convention serait applicable à partir du 1er octobre 2011 et le personnel communal en charge de l'urbanisme disposera auprès des services de l'État des formations et informations utiles à la bonne gestion de ces dossiers.

M. MÉREAU s'inquiète des pertes fiscales induites par l'éventuelle non transmission des informations aux services fiscaux. Mme le Maire rassure M. MÉREAU à ce sujet, les transmissions seront toujours effectuées.

Mme le Maire propose de signer la nouvelle convention avec les services de l'État et ainsi d'instruire les dossiers « simples » d'urbanisme à la mairie.

Après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide d'accepter les dispositions de la convention pour l'instruction des demandes de permis et de déclarations préalables relatives à l'occupation du sol.
- Autorise Madame le Maire à signer ladite convention au nom de la commune.
- Autorise Madame le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2011-090. RÉGIME INDEMNITAIRE DES AGENTS COMMUNAUX

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que l'Adjoint Administratif Territorial de 2^{ème} classe nouvellement nommé peut bénéficier du régime indemnitaire de la commune. Il convient donc de créer le taux qui sera attribué à cet agent.

Elle propose que le conseil valide les propositions suivantes pour le régime indemnitaires des agents de la commune.

CHAPITRE I : Indemnité Forfaitaire pour travaux supplémentaires

Cadre D'emplois	Grade	Montant annuel de Référence	Taux de majoration (valeur indicative au 01/02/07)
Secrétaire de mairie	Idem	1 078,73	2.50
Secrétaire de mairie attachée		1 078,73	

Article 1

Il est créé une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) par référence à **celle prévue par le décret n° 2002-63 susvisé au profit des personnels suivants, selon les taux** moyens réglementaires en vigueur et les coefficients multiplicateurs votés ci-après :

Article 2

Conformément aux dispositions du décret n° 2002-63 susvisé, les taux réglementaires moyens servant de base au calcul de l'IFTS sont indexés sur la valeur du point d'indice applicable à la fonction publique.

Article 3

Les fonctionnaires appartenant aux grades énumérés à l'article 1 cessent de bénéficier de l'indemnité supplémentaire versée au titre de l'enveloppe complémentaire prévue par le décret n° 91-875 susvisé.

Article 4

Le cas échéant, les dispositions qui précèdent sont applicables aux agents non titulaires de droit public, recrutés par référence aux cadres d'emplois et grades susmentionnés.

Article 5

Les critères de modulation retenus pour l'IFTS sont :

- Contraintes horaires
- Responsabilités – Régies
- Mission d'encadrement
- Démarche de formation
- Facilité d'adaptation
- Diminution de la notation : moins 10 % par demi-point en dessous de 13.
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360e par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

CHAPITRE II : Indemnité d'Administration et de Technicité

Article 6 :

Il est créé une indemnité d'Administration et de Technicité par référence à celle prévue par les décrets n° 2002- 61 et 2003-1013 susvisé au profit des personnels suivants, selon les montants de référence annuels réglementaires en vigueur et les coefficients multiplicateurs votés ci-après :

Cadre D'emplois	Grade	Montant annuel de Référence	Taux de majoration
Adjoints administratifs territoriaux	Adjoint administratif territorial de 2 ^{ème} classe (APC)	449,29	7.72
	Adjoint administratif territorial de 2 ^{ème} classe	449.29	1
	Adjoint administratif Principal de 1 ^e classe	476,10	3.2
ATSEM	ATSEM principale de 2 ^e classe	469,66	2,4
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	469,66	4,0
Adjoints techniques territoriaux	Adjoints techniques territoriaux de 2 ^e classe	449,29	1,6
Gardien de Police Municipale	Gardien de Police Municipale	464,30	1

Article 7 :

Conformément aux dispositions des décrets n°2002-61 et 2003-1013 susvisés, les montants de référence annuels réglementaires servant de base au calcul de l'IAT, sont indexés sur la valeur du point d'indice applicable à la fonction publique.

Article 8 :

Les fonctionnaires appartenant aux grades énumérés à l'article 6 cessent de bénéficier de l'indemnité supplémentaire versée au titre de l'enveloppe complémentaire prévue par le décret n°91-875 susvisé.

Article 9 :

Le cas échéant, les dispositions du présent chapitre sont applicables aux agents non titulaires de droit public, recrutés par référence aux cadres d'emplois et grades susmentionnés.

Article 10 :

Les critères de modulation retenus pour l'IAT sont :

- Technicité de la mission
- Responsabilités
- Mission d'encadrement
- Démarche de formation
- Diminution de la note : moins 10 % par demi-point en dessous de 13.
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360^{ème} par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

CHAPITRE III : Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires

Article 11 :

L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires prévue par décret n°2002-60 susvisé est créée au profit des agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Cadre d'emplois	Grade	Fonction
Adjoints administratifs territoriaux	Adjoint administratif territorial de 2 ^e classe	Agence Postale Communale, Divers travaux administratifs
	Adjoint administratif Principal de 1 ^e classe	Accueil, secrétariat, état civil
ATSEM	ATSEM principale de 2 ^e classe	Assistance personnel enseignant
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	Encadrement agents d'entretien
Adjoints techniques territoriaux	Adjoints techniques territoriaux de 2 ^e classe	Entretien voirie et espaces verts, entretien bâtiments
Gardien de Police Municipale	Gardien de Police Municipale	Police

CHAPITRE IV Indemnité spéciale de fonction du cadre d'emplois des agents de police municipale

Article 12

Il est créé une indemnité spéciale de fonction du cadre d'emplois des agents de police municipale par référence à celle prévue par décret n° 97-702 susvisé, au profit des cadre d'emplois, grades et fonctions suivants :

Cadre D'emplois	Grades	Fonctions	Taux de majoration
Gardien de Police	Police Municipale	Police	18%

Article 13

Les critères de modulation retenus pour indemnité spéciale du cadre d'emplois des agents de police municipale sont :

- Technicité de la mission
- Contact avec le public
- Contraintes horaires
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360^{ème} par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

Article 14 :

L'autorité territoriale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui prend effet à compter de ce jour.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Accepte les propositions telles que présentées ci-dessus (14 articles).
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-091. FESTIVAL EXCENTRIQUE

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que le Festival Excentrique de cette année a connu un vif succès et vu de l'intérêt pour la commune, elle souhaiterait renouveler en 2012, la coopération entre la commune de Beaulieu-Lès-Loches et Culture Ô Centre, financée par la Région Centre.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Donne un avis favorable à la venue du festival Excentrique de Culture Ô Centre en 2012.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2011-092. MODIFICATION D'UN EMPRUNT DE TAUX VARIABLE EN TAUX FIXE

Mme le Maire demande le rajout à l'ordre du jour de cette délibération, le Conseil Municipal dans son entier accepte le rajout de cette délibération.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'en 2005, la commune avait contracté auprès de DEXIA, un emprunt pour des travaux : Rue Basse, Parking des écoles, Ancienne église St-Laurent, Salle annexe de la Mairie, et l'achat du bâtiment de la Mairie pour un montant total de 660 000.00 € remboursable sur 20 ans.

Depuis cet emprunt a été plusieurs fois renégocié pour bénéficier de meilleures conditions. Nous recevons actuellement, une nouvelle cotation de DEXIA, avec une proposition de passage à taux fixe à 3.01% l'an, ou EURIBOR majoré de 0.13 % (actuellement à + 2,065 %).

Vu la situation financière actuelle Mme le Maire propose d'accepter la proposition de passage à taux fixe.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide d'accepter, la proposition de DEXIA à savoir le passage à taux fixe à 3.01 %,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

INFORMATION DIVERSES

Grandes caves : Les travaux de consolidation ont été effectués par l'entreprise Kanopé. Toutefois un nouvel effondrement s'est produit, ne touchant que 3 propriétaires, dont la commune. Un nouvel arrêté ne concernant que le boyau de droite en rentrant dans les caves a été pris. Les autres propriétaires peuvent retourner dans leurs caves.

M. Salesse, salarié de l'entreprise kéolis, a créé un personnage pour les enfants, Kéobus. Il a prévu un grand jeu de piste avec les enfants du comité d'entreprise, qui aura lieu à Beaulieu le dimanche 23 octobre.

Les sonates d'automne auront lieu les 8 et 9 octobre 2011 à Beaulieu et les 14 et 15 à Loches.

Travaux rue de l'Abbaye : Les travaux se déroulent sans encombre, ni retard. Ils devraient s'achever comme prévu vers le 15 décembre 2011.

Grève des écoles : 19 enfants ont été accueillis mardi 27 septembre dans le cadre du service minimum d'accueil (SMA).

Opération Val Touraine Habitat : Georgette BARRAULT signale que les rendez-vous avec les locataires potentiels se feront la semaine prochaine afin de faire une synthèse sur l'éligibilité des demandes, et que la commission communale se réunira ensuite fin novembre avant de transmettre les dossiers à VTH. Livraison des logements prévue en début d'année 2012.

Procès verbal du Conseil Municipal de Beaulieu-Lès-Loches du 3 octobre 2011

Les Amis de la Tour Chevaleau ont demandé l'enfouissement des réseaux. Erdf a été consultés, il n'y a pas d'aide possible. Nous sommes en attente de la réponse du SIEIL.

La Devinière : Les agences n'ont pas trouvé de personnes intéressées. Plusieurs personnes ont contacté la mairie, mais n'ont pas donné suite (Prix trop élevé).

Prochains Conseils : le 7/11 et le 19/12 à 20 h30.

Fin du Conseil Municipal à 22 h 25

Le Secrétaire
Georgette BARRAULT